

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Gabon-UE : le climat politique et socio-économique examiné à l'Assemblée nationale

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

LES chefs de missions diplomatiques de l'Union européenne (UE), avec à leur tête Rosario Bento Pais, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'UE, ont récemment effectué une visite de travail à l'Assemblée nationale. Occasion pour le président de cette institution, Faustin Boukoubi, d'échanger avec ses hôtes autour du climat politique et socio-économique actuel. Ladite visite s'inscrit dans le cadre du dialogue politique permanent entre les institutions gabonaises et les diplomates du "Vieux continent".

Lors de cette séance de travail, tout ou presque a été passé au peigne fin. Les questions politiques, sociales et économiques, ainsi que les perspectives pour le renforcement de la coopération et de la diplomatie parlementaire ont constitué la trame des échanges. Par ailleurs, le rôle du Gabon dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques au sein du Bassin du Congo et son impact sur la scène internationale, de même que son leadership sur plusieurs questions multilatérales ont été appréciés par les convives de Faustin Boukoubi. Les diplo-



Le président de l'Assemblée nationale accueillant les diplomates de l'UE.

mats ont réitéré leur volonté de continuer à travailler avec le Gabon et à lui apporter son appui si nécessaire.

Il faut souligner que la diplomatie parlementaire constitue l'une des missions des "représentants du peuple". L'Assemblée nationale œuvre également au développement de la coopération juridique et institutionnelle, à l'accueil des personnalités étrangères et la participation aux mis-

sions d'information à l'étranger. À en croire la cheffe de délégation de l'UE, les échanges ont été de qualité. "C'était un échange très utile pour exactement faire le point et savoir quel est notre accompagnement au Gabon, quels sont les besoins et en tant que Maison du peuple, mesurer la température de la population en sachant qu'il y a eu la Covid-19, la crise en Ukraine", a déclaré Rosario Bento Pais.

## Opposition : voilà le CORP!

J.K.M  
Libreville/Gabon

L'OPPOSITION gabonaise parviendra-t-elle à vaincre ses vieux démons? Cette question trouve tout son sens. D'autant plus que plusieurs jours après la rencontre organisée, le 12 décembre dernier à Libreville, autour de la présidente de l'Union nationale (UN) Paulette Missambo, dix-huit (18) chefs de partis se réclamant de l'opposition ont décidé, de commun accord, de mettre sur pied le Congrès de l'opposition républicaine et patriotique (CORP). Une entité qui entend, selon le président du Front d'égalité républicaine (FER) Bonaventure Nzigou Manfoumbi, "œuvrer à l'édification d'une société nouvelle dans laquelle les citoyens vivraient dignement, libres, solidaires et respectueux de l'État de droit. Tout en s'investissant aux côtés des autorités, quelles

qu'elles soient, au développement du pays, à la cohésion nationale, à la justice sociale, au bien-être de tous, à la prospérité partagée, etc."

Pour l'heure, le CORP n'a pas encore désigné son porte-étendard à la prochaine élection présidentielle. Entendu que, selon son porte-parole, Simon Adolphe Evouna, c'est au directoire du CORP qu'incombe cette responsabilité. "Celui-ci, conformément aux dispositions de la convention ratifiée par les représentants des différentes formations politiques, a été mandaté pour conclure un accord politique avec le candidat de son choix", a-t-il indiqué.

Quoi qu'il en soit, outre le FER, le CORP comprend le Parti socialiste unifié (PSU), l'Union pour le progrès national (UPN), l'Union des patriotes gabonais loyalistes (UPG-L), Cause commune pour le développement du Gabon (CCDG), etc.



Vue de quelques leaders de partis politiques du CORP.

## Miroir du gouvernement Énième opération "Libérez les trottoirs"?

LE gouvernement a procédé samedi dernier, à Libreville, au lancement de l'opération "Libérez les trottoirs". La énième du genre, serait-on tenté de dire. Car après 2011 et 2021, il revient encore à la charge avec, là encore, l'ambition de débarrasser le domaine public d'occupations anarchiques. Et cette fois-ci, il semble être bien déterminé à ne pas s'arrêter en chemin. Vu que cette nouvelle opération est assortie d'une noble intention : lutter efficacement contre les inondations.

De quoi susciter l'adhésion des populations. Surtout que ces derniers temps, de nombreux drames sont survenus à la suite de fortes pluies ayant engendré des crues

et autres glissements de terrain. Pour autant, l'opinion publique demeure quelque peu circonspecte. Tant les expériences précédentes ont accouché d'une souris. Car, une fois passés les premiers coups de pelleuse, le tapage et l'euphorie médiatique retombés, les occupants anarchiques reprennent très souvent, au nez et à la barbe des autorités, leurs vieilles et bonnes habitudes. C'est dire la fermeté et l'autorité dont devrait faire montre le gouvernement au cours de cette opération, en ne retombant pas dans les travers du passé. Ce d'autant plus que certains de ses membres ont indiqué "qu'après le déguerpiement imminent des occupants anarchiques,

la destruction des commerces et autres constructions illicites, des travaux seront entrepris sur ces lieux".

D'une certaine manière, il y va donc de la crédibilité de la parole publique. Si l'opération lancée samedi dernier ne produit pas les effets escomptés, cela reviendrait à conforter tous ceux qui, à tort ou à raison, pensent qu'elle ne serait pas dénuée d'arrière-pensées électoralistes. Et que tout compte fait, elle ne viserait, à moins d'un an des élections générales, qu'à s'attirer la sympathie d'une bonne partie de l'opinion publique excédée et agacée par les occupations anarchiques du domaine public.

J.KOMBILE MOUSSAVOU